Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-fausse-opposition-populisme-democratie>

« COLONISATION DE LA SUBJECTIVITE »

La fausse opposition populisme-démocratie

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 11 février 2019

Description :

La fausse opposition populisme-démocratie : « Colonisation de la subjectivité ». Une tendance mondiale montre que le néolibéralisme progresse à échelle planétaire, en contaminant toute la culture. Les États, conduits par des gouvernements... - Nora Merlin -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les médias concentrés entre quelques mains offrent un brouillard médiatique, au service des intérêts des groupes multinationaux, pour dissimuler les sujets importants pour la libération du peuple. Ainsi, ils offrent beaucoup de bavardage qui désinforme et déconcerte la conscience citoyenne. Il est nécessaire de retrouver les thèmes centraux d'un débat libérateur : la liberté et l'égalité pour tous.

« Dans un pays colonial les oligarchies sont les propriétaires des dictionnaires. »

John William Cooke. [1].

Une tendance mondiale montre que le néolibéralisme progresse à l'échelle planétaire, en contaminant toute la culture. Les États, conduits par des gouvernements qui représentent les intérêts de grands groupes multinationaux, administrent les affaires du capital international et finissent par être de simples gérants ou des marionnettes des méga-entreprises. Le pouvoir néolibéral s'est approprié les signifiants « démocratie » et « république », en essayant d'imposer leurs signifiés comme s'ils étaient naturels ou nécessaires. Les « journalistes », les hommes politiques et les juges de *l'establishment* installent et promeuvent le préjugé selon lequel les populismes vont contre la république et constituent une menace pour la démocratie. Ce préjugé constitue un faux idéologique qui cherche à préserver les idéaux des minorités privilégiées. Nous soutenons, au contraire, que le vrai danger est cette nouvelle forme du capitalisme, le néolibéralisme, qui érode les piliers fondamentaux de la république : « liberté, égalité et fraternité », la phrase connue, née dans la Révolution française, qui au XIXe siècle est devenue le cri des républicains et de libéraux en faveur de la démocratie. Voyons ce qui survient dans le néolibéralisme avec chacun de ces termes.

Liberté

La majorité des gouvernements dans cette étape néolibérale accède à la gestion de l'État par le vote et, comme nous avons soutenu dans d'autres articles, il reste peu de liberté d'élection puisque les médias de masse colonisent la subjectivité, créent la réalité et manipulent les « élections supposées libres » à partir d'un totalitarisme communicationnel corporatif. Avec voracité, le pouvoir cherche à consommer le sujet, à produire une nouvelle subjectivité et à imposer une opinion publique à travers un discours unique.

Les sens ou les représentations ne se débattent pas mais se cristallisent, se transformant littéralement en monolithes, la pratique démocratique est interrompue donnant lieu à l'autoritarisme et, dans le cas extrême, au totalitarisme. Le pouvoir réprime l'antagonisme même de la politique, dans les corps ou dans ce qui est symbolique, ignorant les différences, la pluralité de voix, le désaccord, les demandes populaires, l'hétérogénéité ; en définitive tous les éléments de la construction populiste. La démocratie est réduite à un légalisme formel d'élection de représentants, à un jeu d'institutions, où les États s'avèrent gérés par des gouvernements qui représentent le pouvoir : un simulacre de démocratie.

Egalité

Le néolibéralisme constitue une puissance qui en acte établit une culture mondiale de masses, nourrie par un totalitarisme communicationnel de discours unique, digitalisant l'opinion publique, qui s'avère soumise de manière

inconsciente. Une culture homogénéisée et basée sur un consensus supposé, qui évite le conflit politique, se situe aux antipodes du principe démocratique d'égalité. Le troupeau totalitaire est configuré comme une structure fondée sur l'identification, la suggestion, qui se prétend garante de l'appartenance sociale, quand en réalité, elle est simplement un ordonnancement imaginaire.

La culture semble posée comme un commerce, restant organisé par l'impératif de consommation, qui coexiste avec l'iniquité dans la distribution des revenus et la difficulté d'acquérir les objets nécessaires sur le marché. La subjectivité semble colonisée par les principes patronaux : le gérant de soi-même, l'entrepreneur, le débiteur, la méritocratie et les rendements qui ne coïncident jamais avec le chiffre espéré.

Cela porte vers une inégalité en augmentation et l'uniformité croissante d'une masse qui rejette le sujet du langage et va contre la politique.

Fraternité

Nous voyons surgir un « monde heureux », conformiste et cynique, qui jouit de la consommation de médicaments et de toute espèce d'objets technologiques, dans lequel le dissentiment est réprimé et où l'on décourage la participation passionnée au nom d'une fausse harmonie, plus déterminée par le *new age* que par la politique. Le « manuel néolibéral » soutient l'idéal de la gestion à travers des opérations multiples orientées à discréditer la politique et à transformer le conflit qui la définit dans une dispute entre des individus motivée par la haine. La politique diabolisée, associée à la violence et réduite à une question morale entre bons et mauvais qui mène à transformer l'adversaire en ennemi qu'il faut éradiquer comme si c'était « le mal ». De là l'apogée du racisme, de la xénophobie et une hostilité croissante envers le prochain, que l'État ne règle pas mais, au contraire, nourrit.

Le pouvoir médiatique concentré promeut la satisfaction dans la vengeance et dans une haine radicale contre la différence. La haine est une affection dissolvante des liens sociaux qui, à travers l'agressivité, s'avère descendre de la pulsion de mort. Il devient très difficile d'émouvoir les identifications hostiles, racistes et antidémocratiques, non par un déficit épistémique mais parce que les médias et le marketing politique réalisent une manipulation efficace de l'affection.

Les États néolibéraux ont échoué dans leur fonction fondamentale : éviter le pouvoir du plus fort, aujourd'hui les groupes multinationaux, et limiter la violence entre les personnes.

Totalitarisme néolibéral

Nous constatons que le pouvoir néolibéral attaque avec toute son artillerie : politique, économique, médiatique, judiciaire, imaginaire et symbolique aux populismes. En les discréditant globalement, il les déstabilise, réalise des coups institutionnels comme une « croisade démocratique » et de « lutte contre la corruption ». Il poursuit des dirigeants sociaux et politiques, réussissant à gagner la bataille culturelle par l'introduction de signifiés, en convaincant que le populisme est égal au fascisme, et qu'en conséquence il s'agit d'un totalitarisme qui s'oppose à la démocratie et à la république.

Notre position est que le populisme, comme [Ernesto Laclau](#) a établi dans son livre « *La raison populiste* » (2008), élargit la démocratie, la radicalise, en lui apportant un peuple qui se construit de manière hégémonique par la volonté populaire, dans laquelle il n'y a pas de privilège structurel d'un agent ou d'une classe et il n'y a pas de

sens/sentiments naturels ni d'intérêts historiques nécessaires. Il s'agit d'une initiative politique contingente qui suppose l'articulation de demandes comme une pratique concrète, un collectif de différences et d'équivalences dans une tension permanente. Le tracé d'une frontière qui divise le social en deux champs, et qui dans le processus même constitue ce que l'on veut représenter : le peuple. L'hégémonie suppose une démocratie participative qui inclut l'affection, les corps, les voix, les demandes. Les actions du peuple constituent un mouvement instituant qui maintient en vie la démocratie, en assurant sa réalisation en fonction des intérêts du peuple, en évitant d'advenir un dogme fixe et établi pour toujours. Les institutions néolibérales n'écoutent ni ne reconnaissent le peuple mais elles le repoussent, ce qui transforme la démocratie, qui devrait être le gouvernement du peuple en une gestion d'experts, en une technocratie soumise aux pouvoirs des groupes multinationaux.

Populisme et Démocratie

Le populisme constitue une possibilité différente de la masse de construire ce qui est en commun. Contrairement à ce que certains affirment pleins de préjugés, le populisme est loin de s'opposer à la démocratie ou de constituer un obstacle pour son bon fonctionnement : les deux se retro- alimentent et se précisent mutuellement, la présence combinée du peuple et de l'État peut offrir une perspective réaliste sur la route démocratique.

Le populisme met en scène un mouvement réfléchi et affectif, une volonté populaire qui interpelle et demande à l'État, radicalise la démocratie et se situe aux antipodes de représenter un danger pour elle. Il constitue une expérience souveraine d'autonomie en face de la civilisation mondiale, qui cherche à légiférer en faveur des minorités privilégiées. Un pari politique différent de l'uniformité des recettes que proposent universellement les experts du néolibéralisme.

Nora Merlin pour **La Tecl@ Eñe**. Buenos Aires, le 11 septembre 2017

***Nora Merlin**. Psychanalyste. Master en Sciences politiques. Auteur de [Populismo y psicoanálisis](#) (Populisme et psychoanalyse) et de [Colonización de la subjetividad](#) (Colonisation de la subjectivité).

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 11 février 2019

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] **John William Cooke** (La Plata, Argentine, le 14 novembre 1919 -Buenos Aires, le 19 septembre 1968) il a été avocat et homme politique argentin, leader de l'aile gauche du péronisme jusqu'à sa mort. Il a été désigné par Juan Domingo Perón comme un dirigeant du National Justicialiste après le coup d'Etat civico-militaire auto dénommé [Revolución Libertadora](#) de 1955.